

L'importance des manifestations du 13 mai pourrait ouvrir une nouvelle phase de l'action revendicative

Les salariés ont largement répondu, dans la plupart des régions de France, aux consignes de grève et de manifestations lancées par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN pour la défense de la Sécurité sociale, le 13 mai.

L'impact de cette journée pourrait ouvrir une nouvelle phase d'action. C'est ce qu'affirme M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., qui a proposé un rendez-vous la semaine prochaine à la C.F.D.T. et à la FEN, démarche qu'avait faite également la C.F.D.T. auprès de ses deux partenaires. Au cas où la rencontre n'aboutirait pas, « nous sommes prêts à assurer nous-mêmes les responsabilités

correspondant à la volonté de lutte des travailleurs », a affirmé M. Séguy (Lire nos informations page 36).

La C.F.D.T. a fait savoir, mercredi 14 mai, qu'elle serait reçue le 28 mai par le président de la République.

Les difficultés de la Sécurité sociale sont pour une large part dues à la crise économique, qui dure maintenant depuis sept ans. Quelles en sont les causes et comment y remédier ? C'est à ces questions que s'efforce de répondre l'étude de Gilbert Mathieu dont nous commençons la publication.

La crise, an VII

I. — Du jamais vu

par GILBERT MATHIEU

Comme les nuages avant l'orage, les signes inquiétants se multipliaient depuis des mois. Aux Etats-Unis, où les experts voyaient effectivement arriver la « récession », redoutée par eux depuis l'été 1979. En Europe, où les spécialistes avaient cessé, ces derniers mois, de se montrer optimistes ; passé le redoux de l'automne, chacun retrouvait, dans les statistiques ou les comptes nationaux les frémissements du mauvais temps, différé de quelques trimestres en raison d'anticipations inflationnistes.

En France, M. Barre, optimiste pendant une saison, reprenait son ancienne familiarité sur les lendemains qui déchantent. En Allemagne fédérale, l'inflation importée inquiétait autant que le déficit des paiements et la baisse du deutschemark (d'ailleurs liés). Au Japon même, les indices se faisaient moins bons. Les Britanniques — déjà habitués à la dépression — voyaient les choses empirer sous la conduite de Mme Thatcher.

saît d'un mauvais moment à passer, mais qu'au-delà l'expansion reprendrait, « comme d'habitude ». Aujourd'hui, bien peu de spécialistes osent prévoir une année 1981 favorable ; au fil des mois, les Cassandre assombrissent leurs pronostics, sur les Etats-Unis en particulier.

(Lire la suite page 38.)

LE TÉMOIGNAGE

Nammer

La foule hagarde et titubante des détenus hésitait à obéir et se répétaient : « Vite, vite ! » Vous et allez à la salle. Les coups commencent. C'est alors qu'une femme se livra à un manège : face au faisait un numéro provocant jusqu'à hommes la regarder. Souriant d'un air relevé sa jupe. Et soudain, comme l'aiguille d'une elle frappa vio plus proche en courba en deux. Alors, elle se de son pistolet sur les SS.

C'est l'une d'lire dans un qui nous fait années, au plus monde », comme médecin SS, les camps d'Ar avec leurs cor



AU FESTIVAL DE CANNES UN FILM DE TARKOVSKI

Lire pages 18 et 19
les comptes-rendus de
Jean de Baroncelli,
Claire Devarrieux
et Jacques Siclier.

La crise, an VII

(Suite de la première page.)

Où en est-on exactement ? Quels faits majeurs caractérisent cette crise sans précédent depuis la guerre ? Quatre traits principaux la situent dans le temps et dans l'espace, lui conférant son originalité par rapport aux dépressions de naguère.

1) La durée de la crise, d'abord. Commencée en 1974, elle entame en 1980, sa septième année et tout donne à penser que 1981 ne verra

pas — c'est le moins qu'on puisse dire actuellement — la fin des baisses eaux. La croissance des pays occidentaux, qui avait été en moyenne de 5,5 % pendant les quinze années précédant 1974, n'a plus atteint que 2,5 % en moyenne depuis (et même 2,3 % en comptant l'année en cours) : moins de la moitié.

Le graphique ci-dessous, qui retrace l'évolution pendant la dernière décennie des sept grands pays qui assurent à eux seuls

triple selon les nations (moins de 6 % en R.F.A., plus de 20 % en Italie, presque autant en Grande-Bretagne), mais partout il s'élève.

Autre singularité de la période : au cours des deux années de dépression grave du début de la crise (1974 et 1975), la hausse des prix a connu son taux record dans les grands pays occidentaux (12 % en moyenne), bien que le chômage ait doublé à ce moment. Depuis, le rythme de l'inflation a légèrement fléchi, mais il est resté élevé et est en train, en ce moment, de se rapprocher de son taux exceptionnel de 1974.

Cette « stagflation » (simultanéité de la stagnation et de l'inflation) caractérise, avec la durée exceptionnelle de la crise, la dépression que connaît aujourd'hui l'Occident. L'encherissement du pétrole brut, presque dix fois plus coûteux aujourd'hui qu'avant 1973, n'y a pas peu contribué.

On estime à 3 % de croissance, en deux étapes (1974-75, 1979-80), la perte moyenne de croissance des produits nationaux entraînée par le prélèvement pétrolier supplémentaire. On peut de même évaluer à 3 % en moyenne la hausse additionnelle des prix de détail provoquée en 1974 par le quadruplement du prix du brut, le nouveau doublement opéré depuis un an ayant un effet à peine moindre.

Ces chiffres montrent le poids de l'« affaire pétrolière », mais ils montrent aussi que la crise des économies occidentales aurait été grave même sans l'envolée du pétrole, qui l'a, bien entendu, amplifiée.

... et déséquilibre des paiements

4) Dernière caractéristique majeure de cette crise : la « détérioration profonde des paiements extérieurs ». La ponction opérée par l'encherissement du brut a tout à la fois procuré des excédents massifs aux pays de l'OPEP (plus de 200 milliards de dollars au cours des trois dernières années et encore quelque 120 milliards en 1980, prévoit-on) et précipité dans le déficit les pays acheteurs.

Parmi ces derniers, ceux qui pouvaient vendre aux détenteurs de l'« or noir » de l'armement, des biens d'équipement ou des produits de consommation — les uns et les autres de plus en plus chers chaque année — ont réussi, pour la plupart (2), à combler ce déséquilibre : la R.F.A. et le Japon, très vite ; la France beaucoup moins. Mais il a suffi que le brut recommence à augmenter cette année pour que tous se retrouvent en déficit.

La situation la pire a été, bien entendu, celle des pays du tiers-monde non possesseurs de pétrole, qui ont subi de plein fouet un rencherissement de leurs approvisionnements, auquel ils étaient bien incapables, à quelques exceptions près, de répondre. D'où un déficit colossal de leur balance commerciale : de l'ordre de 200 milliards de dollars en six ans, ce qui les a obligés à s'endetter encore plus.

Deux chiffres donnent une idée de leur dénuement financier : leur dette totale dépasse aujourd'hui allègrement 300 milliards de dollars et s'accroît *grosso modo* de 35 milliards de dollars chaque année (le double de l'aide publique que leur accordent les pays de l'O.C.D.E. : 20 milliards de dollars par an).

Cette inadaptation des échanges et des paiements a provoqué de vastes mouvements de capitaux, qu'a amplifiés l'exploitation par les Etats-Unis de l'absence de règles monétaires internationales précises. La marée des euro-dollars, suivie par celle des pétro-dollars — en partie seulement « recyclés », c'est-à-dire utilisés à des achats, à des investissements et à des prêts, mais de moins en moins bien d'ailleurs, — a contrarié les politiques nationales de maîtrise du crédit, stimulé l'inflation internationale (évitant, il est vrai, du même coup une dépression encore plus forte) et provoqué une hausse énorme des taux d'intérêt. L'investissement privé, déjà menacé par la stagnation, n'avait pas besoin de ce nouveau coup pour s'étioiler.

On pourrait multiplier les indications caractérisant la crise en cours. Mais celles-ci suffisent pour en souligner l'originalité. En cette année VII d'une dépression dont le style était encore inconnu en Occident, il est plus urgent que jamais de s'interroger sur ses causes, notamment par comparaison avec les crises précédentes.

GILBERT MATHIEU.

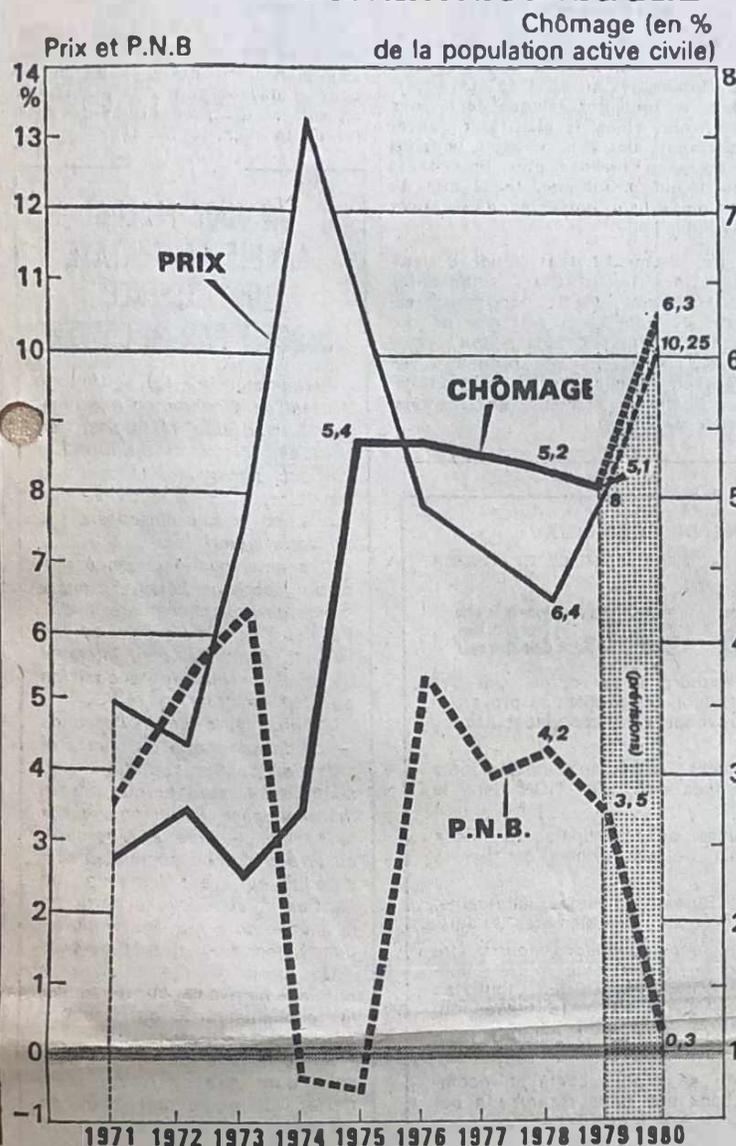
Prochain article :

QUAND L'HISTOIRE NE SE RÉPÈTE PLUS

(1) Par ordre d'importance : les Etats-Unis (35 % du total de l'O.C.D.E.) ; le Japon (17 %) ; la R.F.A. (11 %) ; la France (8 %) ; la Grande-Bretagne (5,3 %) ; l'Italie (4,1 %) et le Canada (3,5 %).

(2) Mais pas pour les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Italie.

L'ÉVOLUTION ANNUELLE DE LA PRODUCTION, DES PRIX ET DU CHÔMAGE. DANS LES 7 PRINCIPAUX PAYS DE L'O.C.D.E.



85 % de la production de l'O.C.D.E. (1), illustre clairement le phénomène. En soulignant combien était illusoire l'espoir mis en 1975 par de nombreux commentateurs dans un « retour à la normale ». Rien de tel ne s'est produit.

« Stagflation » durable...

Le rythme de croissance, qui avait profondément chuté pendant deux ans — plus en 1974 chez les uns, davantage en 1975 chez les autres — est reparti « comme avant » en 1976 ; mais, dès l'année suivante, la décélération a recommencé. Pour aboutir cette année à une quasi-stagnation, puisque les experts internationaux s'attendent à une croissance moyenne probablement inférieure à 0,5 %.

La flambée de 1976, due en partie aux plans de relance gouvernementaux, n'a d'ailleurs pas été unique en son genre. Dans plusieurs pays, 1979 a connu également un certain regain d'activité : en France, en Allemagne fédérale, en Italie, au Japon. Mais, comme la fois précédente, — et comme en 1978 en R.F.A. et au Royaume-Uni, — la reprise n'a été qu'un feu de paille ; 1980 voit, de nouveau, la décélération l'emporter partout, et parfois même le recul être absolu (en Grande-Bretagne et peut-être aussi aux Etats-Unis).

2) La traduction humaine de cette situation a été l'« aggravation prodigieuse du chômage ». Dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., il concerne désormais plus de 17 millions de salariés et l'on redoute qu'il atteigne cette année le cap des 20 millions. Les nations du Marché commun, qui comptent plus de 6 millions de sans-emploi, en auront peut-être 7 avant décembre. Rien qu'en France, le nombre des demandes d'emploi s'est accru de près de 1 million en six ans, malgré trois « pactes pour l'emploi » accordant des avantages financiers considérables aux entreprises qui embauchent.

Fait remarquable, cette multiplication des chômeurs n'a pas entraîné le ralentissement de l'inflation, habituelle en pareille circonstance. La « loi de Phillips », — du nom de cet économiste qui avait cru pouvoir la tirer de l'examen d'un siècle d'histoire de la Grande-Bretagne — n'a donc pas joué.

3) La hausse des prix a, en effet, persisté malgré la crise et s'est même aggravée. De 5 % par an en moyenne, dans les principaux pays occidentaux, elle est passée à plus de 10 %. Son niveau varie, certes, du simple au

CONJONCTURE

La crise, an VII

II. — Quand l'histoire ne se répète plus

par GILBERT MATHIEU

Au début de cette septième année de crise économique de l'Occident, on voit assez clairement les caractéristiques de la période : croissance réduite de plus de moitié et tendant vers zéro ; chômage considérablement aggravé ; inflation forte et croissante ; déséquilibre durable des paiements extérieurs entretenant un désordre monétaire préoccupant (« le Monde » du 15 mai). Les formes de cette stagflation aussi bien que sa durée la distinguent assez nettement des crises des pays industrialisés.

La crise des années 30 a laissé un tel souvenir dans la conscience collective de l'Occident que son spectre a hanté l'esprit de bien des dirigeants ou commentateurs dès les premiers symptômes de la crise actuelle. Cinquante ans n'effacent pas la peur provoquée par la plus grande dépression qu'ait connue le monde industriel.

On a donc vu fleurir ces dernières années les comparaisons mettant l'accent sur les convergences entre les deux époques. Comme en 1929, disait-on, l'inflation a ravagé, à partir de 1973, les économies des « grands ».

Six différences majeures avec la crise de 1929

Six différences majeures distinguent la crise actuelle de celle de 1929 :

1) D'abord son *fait initiateur*. Le « jeudi noir » (24 octobre 1929) de Wall Street marqua l'effondrement — commencé lors des séances de bourse précédentes — de la fantastique pyramide de crédits consentis par les banques aux *brokers* et par ceux-ci à leurs clients pour l'achat de valeurs mobilières. La cascade d'imprudences financières qui avait amplifié, très au-delà du raisonnable, l'engouement pour l'acquisition d'actions, avait porté la valeur des titres négociés à Wall Street à l'équivalent du revenu national américain. Il suffit alors que la défiance s'installe — plus ou moins — à partir des difficultés de quelques banques (la Borden Kredit notamment, qui avait investi dans le pétrole, l'automobile, le textile) ou d'entreprises connues (celle de Charles Hairy, *inventeur* des machines à sous, par exemple) — pour que la panique s'installe : trente-huit millions de titres furent offerts à la vente en trois jours ; trois semaines plus tard, Wall Street ne valait plus que la moitié de sa capitalisation de septembre ! La machine infernale était lancée.

En 1973-1974, au contraire, la crise n'a pas de moteur boursier. Elle démarre plus indolument de la conjonction de trois phénomènes mondiaux : la « mise en phase » expansionniste simultanée de tous les grands pays, qui provoque une tension exceptionnelle sur les prix des matières premières ; cette inflation importée, s'ajoutant aux causes internes de hausse, conduit la plupart des gouvernements à prendre des mesures anti-inflation, qui freinent la demande, sans que la production se ralentisse pour autant ; le décalage entre celle-ci et celle-là fait apparaître un gonflement excessif des stocks. Ceux-ci sont alors jetés sur le marché par les entreprises qui réduisent simultanément leur activité. La baisse de la production entraîne celle du pouvoir d'achat distribué, donc aussi de la demande et de l'investissement ; le processus de crise est enclenché ;

2) L'intensité de la crise des années 30 fut sans commune mesure avec celle d'aujourd'hui. En trente mois, les cours de Wall Street baissèrent de... 85 % ! Cette fois, leur chute n'a pas dépassé 50 % et les cours ont même retrouvé leur niveau record trois ans après le début de la descente. La production industrielle avait, dans les années 30, fléchi de moitié aux Etats-Unis et de 28 % en France ; cette fois elle n'a diminué que de 10 % et 5 % respectivement, au plus fort de la dépression. Le chômage avait frappé en 1933 25 % de la population active aux Etats-Unis et 17 % en Allemagne ; le maximum a été cette fois de 8,9 % outre-Atlantique et de 4,5 % en R.F.A. On enregistra dans les années 30 quatre-vingt-cinq mille faillites aux Etats-Unis, dont celle de quatre mille cinq cents banques ; les dégâts de la crise actuelle sont jusqu'ici infiniment plus limités ;

3) La baisse avait été générale dans les années 30. Non seulement sur la production et les cours de bourse, comme on vient de le voir, mais aussi sur les matières premières (qui s'effondrèrent), sur les prix (— 30 % dans l'industrie aux Etats-Unis, — 50 % dans l'agriculture ; en France, le coût de la vie baissa de 18 %) et sur les revenus des ménages (qui fléchirent souvent aux Etats-Unis de 25 à 40 %, selon les régions et les secteurs). Cette fois, les prix n'ont, au contraire, cessé de monter — et même de plus en plus vite ; le pouvoir d'achat s'est plus ou moins maintenu (sauf en Grande-Bretagne certaines années) et a même progressé (en France notamment, sauf en 1979). L'évolution inverse du crédit,

L'endettement a atteint des niveaux-records, la masse des euro-devises et des dettes immobilières (aux Etats-Unis en particulier) jouant le rôle tenu, un demi-siècle plus tôt, par les débiteurs américains des banques (ou des *brokers*, les agents de change) et, de ce côté-ci de l'Atlantique, par l'Allemagne.

Un peu partout, les Bourses ont baissé fortement, la chute de 50 % en dix-huit mois de Wall Street faisant penser au Krach de 1929-1930. Les capitaux sont devenus, comme il y a cinquante ans, moins rentables. Les taux d'intérêt ont beaucoup monté, les faillites se sont multipliées, le chômage s'est aggravé. Plusieurs des monnaies réputées solides ont fondu. Le protectionnisme est réapparu...

Tout recommencerait-il donc comme en 1929 ? Plus largement, l'Occident serait-il en train de voir resurgir les crises périodiques qui ont marqué son développement depuis l'aube du dix-neuvième siècle ? La réponse peut être aujourd'hui claire et nette : ce que nous vivons depuis 1974 n'a pas grand-chose à voir avec la « grande dépression » des années 30 et ne ressemble pas davantage aux crises cycliques qui l'avaient précédée.

d'une période à l'autre, n'a pas été sans effet sur ces divergences : dans les années 30, la contraction énorme des prêts et de l'endettement international avaient fait chavirer plusieurs grandes banques européennes (après les plus petites américaines) : la Kreditanstalt de Vienne en 1931, puis la Danat de Brême. Cette fois, le prodigieux gonflement des euro-devises (1) a créé des facilités de crédit permettant la survie de presque tous — dans un dangereux laxisme, il est vrai — cependant que l'irruption des pétrodollars amplifiait peu à peu cette marée d'argent mal gagé ;

4) L'absence de prévisions sérieuses et d'interventionnisme des Etats n'a pas peu contribué à l'extension du processus de crise dans les années 30. Inaction ou action à contresens amplifièrent considérablement le mal.

Cette fois, les gouvernements, dotés de détecteurs nombreux et de panoplies d'intervention plus ou moins sophistiquées, ont réagi à la crise ; de façon divergente, certes — quant aux délais, à l'intensité, aux modalités, — mais générale : plans d'austérité (contre l'inflation), programmes de relance de l'investissement ou de la consommation, actions spécifiques sur l'emploi ou les échanges extérieurs... Grâce à ces contre-attaques — et à la plus grande capacité des syndicats et de la législation sociale à empêcher le fléchissement des revenus, — la baisse de l'investissement privé (à peu près générale) est restée limitée ; celle de la consommation a été endiguée dans plusieurs pays (et même empêchée en France).

L'équilibre extérieur a pu être retrouvé momentanément par la plupart des pays industrialisés, malgré l'encherissement du pétrole. Par voie de conséquence, la détérioration de l'emploi est restée limitée au regard des étages effroyables atteints pendant les années 30. Autant de différences supplémentaires avec la dépression de l'entre-deux-guerres ;

5) La solidarité internationale n'avait guère joué dans les années 30. Le libéralisme ambiant facilitait la propagation contagieuse du mal, suscitant en retour le réveil des égoïsmes sacrés. Au protectionnisme américain répliquait le protectionnisme britannique et la multiplication des contingentements en France.

Cette fois un effort de concertation internationale a été entreprise, que traduisent les « som-

metts » répétés de chefs d'Etat ou de gouvernement, ainsi que la reconduction annuelle des engagements solennels de libre-échange (la charte de Paris) souscrits en 1977 au sein de l'O.C.D.E. Il y a certes loin des discours à la réalité et les coups de canif à la charte de Paris se font chaque année plus nombreux ; mais, pour l'essentiel, la règle commerciale est restée la liberté, et la valeur des échanges mondiaux a continué à progresser.

6) Dernière divergence majeure : le rôle du tiers-monde et des pays communistes. Très faible durant les années 30 — les colonies n'avaient pas d'action autonome par rapport aux métropoles, et l'U.R.S.S. émergeait à peine des difficultés consécutives à sa révolution, — ce rôle est loin d'être secondaire aujourd'hui.

Sur les matières premières d'abord (et non pas seulement le pétrole), à l'origine de la grande poussée d'inflation de 1974-1974. Sur les débouchés aussi, l'industrialisation de nombreux pays du tiers-monde — par les multinationales d'Occident et, plus rarement, sous l'action des pouvoirs publics locaux — privant les pays développés d'une partie de leurs clients habituels au-delà des mers (2) et, dans une plus faible mesure, les concurrençant sur leur propre territoire (3). On est d'ailleurs passé, dans ce domaine, de l'anarchie commerciale la plus totale à un début de concertation, avec la multiplication des accords bilatéraux sur l'approvisionnement pétrolier et la signature des accords de Lomé II, entre les Neuf et cinquante-sept pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Ce serait donc bien à tort que, en dépit de ressemblances apparentes, on verrait dans la crise actuelle de l'Occident une répétition de celle de 1929. Si, dans les deux cas, il y a eu — il y a — adaptation du modèle économique et des structures industrielles, après une suraccumulation manifeste et une baisse de la productivité du capital, le processus, l'ampleur et les effets du phénomène se révèlent différents à un demi-siècle de distance.

A fortiori, ne peut-on assimiler la situation actuelle aux crises cycliques — dites de Juglar (4) — qui émaillèrent le développement de l'Occident avant la première guerre mondiale. De l'exil de Napoléon à Sarajevo, le monde capitaliste connut onze crises d'une durée moyenne de huit années chacune : cinq avant la guerre de 1870, six après. Chaque cycle se divisait en deux périodes à peu près égales : quatre années d'expansion, quatre de dépression.

Quatre phases s'y succédaient, à peu près toujours les mêmes : la période initiale de hausse de la production, des prix, des salaires, des profits, des taux d'intérêt et des cours de Bourse, se terminait par une faillite spectaculaire d'une banque ou d'une entreprise, incapable de faire face au crédit prohibitif nécessaire à la poursuite de ses opérations ou de se faire régler par ses débiteurs, endettés au-delà de leurs possibilités. En chaîne, toute une série de banques ou d'entreprises se trouvaient touchées ; la méfiance aidant, d'autres ralentissaient par prudence leur activité.

La diminution du nombre des emplois entraînait celle des salaires ; la demande, en fléchissant, faisait alors baisser les prix, provoquant la faillite des firmes les moins compétitives qui n'arrivaient plus à écouler leur production à un tarif couvrant leur prix de revient. D'où, tout à la fois, un nouveau chômage, l'écoulement des stocks à prix réduit, le rachat bon marché des usines arrêtées par les firmes survivantes... Lorsque les stocks étaient écoulés et que la chute des prix permettait de dégager une nouvelle demande effective — en dépit de la baisse des salaires, —

la production reprenait et, avec elle, l'emploi et la hausse des prix et des profits.

Ce cycle s'est répété avec une assez grande régularité pendant un siècle. La crise actuelle n'a pas du tout le même profil que les crises « classiques ».

S'agissant de la production, elle est marquée par une tendance à la décélération (qui se continuera peut-être en 1981), l'année 1976 (croissance forte) faisant exception dans le bon sens, tout comme les années 1974-75 avaient fait exception dans le mauvais. Mais on ne constate cette fois ni la forte dépression habituelle dans les cycles de Juglar, ni la reprise consécutive habituelle. La comparaison en matière de prix est encore plus frappante : c'est une évolution proprement inverse du cycle « classique » qui est constatée à notre époque, les prix semblant monter d'autant plus vite que l'activité est plus faible.

L'ère de la « stagflation »

Cette stagflation constitue bien la novation par rapport aux cycles d'antan. Le graphique publié hier montrait d'ailleurs clairement le parallélisme existant ces dernières années entre l'accélération de l'inflation et l'aggravation du chômage. La « loi » séculaire de Philipps (évolution inverse du chômage et des prix) est contredite.

On a même l'impression que les facteurs d'ajustement quasi automatiques d'autrefois (les prix et l'emploi) ont complètement cessé d'être des régulateurs de l'économie occidentale, pour devenir des sortes d'« invariants », mettant en échec les politiques nationales de redressement. Ces politiques sont, il est vrai, très souvent contradictoires dans leurs propres termes et sur de nombreux points.

Les mesures d'assainissement financier et de « dégratage » de l'emploi aggravent le chômage, alors que les « pactes pour l'emploi » cherchent à l'enrayer. La multiplication des lois sociales (hautement justifiée) alourdit les prix de revient, au moment même où les gouvernements déclarent vouloir lutter contre l'inflation. La prise en charge par l'Etat de dépenses (fiscales ou sociales) des firmes, pour relever leur rentabilité, et l'adjuvant de contrats publics, sans critères de performances à réaliser, conduisent souvent les entreprises à ne pas serrer leur gestion ou à manquer de dynamisme, contrairement à l'objectif officiel. L'acceptation d'un laxisme monétaire international, qui profite aux plus forts débouchés souvent, au nom du libéralisme, sur l'échec des politiques nationales du crédit : pot de fer contre pot de terre... etc.

Mais si l'histoire ne se répète plus, empêchant l'Occident de tirer profit des dures leçons de ses malheurs, quelles sont les causes profondes de la crise d'aujourd'hui ? et comment y porter remède ?

(1) Dont la valeur a presque quadruplé en cinq ans : environ 1 100 milliards de dollars à fin 1979, contre 300 seulement en 1974.

(2) Le huitième des importations de produits industriels du tiers-monde parvient déjà d'autres pays en développement.

(3) Les Etats-Unis achètent déjà aux pays en développement la moitié des biens de consommation qu'ils importent. Leur achat de produits manufacturés à ces pays représente quelque 60 % des exportations d'articles analogues vers le tiers-monde ; proportion qui est de 23 % en R.F.A. et en Grande-Bretagne, de 12 % en France et en Italie.

(4) Du nom de l'auteur qui en fit, en 1861, une première analyse systématique des crises à partir de l'histoire française, anglaise et américaine depuis le début du siècle.

Prochain article :

LE JEU DES CINQ FAMILLES

TOURISME

M. Lacroix remplace M. Serieyx

LA DIRECTION DU TOURISME CHANGE DE MAINS

La nomination de M. Edouard Lacroix, sous-préfet, secrétaire général des Alpes-Maritimes, au poste de directeur du tourisme, en remplacement de M. Alain Serieyx (« le Monde » du 15 mai) a n'implique aucune modification de la politique touristique telle qu'elle a été définie par le gouvernement en étroite concertation avec les professions touristiques », déclare dans un communiqué le ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs.

Le départ de M. Serieyx a été provoqué par un conflit ouvert avec son ministre et accédé par la publication de documents administratifs mettant en lumière des anomalies dans la gestion des services centraux du ministère (« le Monde » du 8 mai). Il s'accompagne du départ du sous-directeur des études, M. Paul Florenson, ancien rapporteur de la commission Bianco sur le tourisme familial, et de son adjoint, M. Jean-Luc Michaud.

Energie

● *Tassement des livraisons d'essence en France.* — Les livraisons d'essence et de super n'ont augmenté que de 0,8 % au cours des douze derniers mois, si on les rapporte à la période correspondante (mai 1978-avril 1979), révèle les statistiques du comité professionnel du pétrole.

Cette faible augmentation correspond en réalité à une baisse relative des livraisons de carburant sur le marché intérieur.

A la différence de l'essence et du super, les livraisons de gazole enregistrent une hausse non négligeable : + 8,7 %.

Les livraisons de fuel domestique ont baissé, pour leur part, de 11,6 % pour l'année mobile écoulée.

● *L'Iran va vendre du pétrole à la Chine.* — La compagnie nationale iranienne du pétrole a signé, le 14 mai, un contrat de vente à la Chine « d'une importante quantité de pétrole », a annoncé un porte-parole du ministère de l'énergie à Téhéran, tout en se refusant à donner un ordre de grandeur des quantités vendues.

Faits et chiffres

Étranger

TURQUIE

● M. René Monory, ministre de l'économie, devait se rendre à Ankara le jeudi 15 mai pour signer avec le gouvernement turc deux accords financiers portant sur un total d'un milliard de francs. Il s'agit en premier lieu d'un protocole d'aide bilatérale d'un total de 420 millions de francs composé de crédits du Trésor (140 millions de francs au taux de 3,5 % l'an sur une durée de vingt-deux ans) et de crédits fournis par un pool de banques françaises. Le reste est constitué de crédits destinés à consolider et à rééchelonner la dette publique turque.

● La banque américaine « Citibank » a été autorisée à ouvrir une succursale à Istanbul, selon un décret publié récemment au Journal officiel turc. Elle deviendra la première banque étrangère représentée directement en Turquie, ce qui fait suite aux mesures de libéralisation économiques prises en janvier. La succursale de la « Citibank »